

L'urgence est maintenant de travailler ensemble !

Le texte ci-dessous émerge d'une réflexion collective de personnels de l'université d'Aix-Marseille qui réfléchissent aux réformes en cours et prévues. Au-delà des signatures nominatives, il a le soutien d'autres collègues qui y ont vu une occasion de réfléchir et de débattre avant de faire, vite, et peut-être maladroitement.

Nous répondons en effet à l'injonction qui nous est faite, depuis cette semaine, d'assurer en urgence absolue une soi-disant continuité pédagogique, alors que notre société vit une crise sanitaire historique et une rupture de toutes ses habitudes.

Face à la crise sanitaire, faut-il se précipiter dans l'action ou bien réfléchir ensemble au sens de notre mission de service public : l'enseignement supérieur, dans un contexte auquel personne n'est préparé ? Sans doute les deux.

Notre premier réflexe en tant que communauté d'enseignants fut d'abord de préserver, tant que faire se peut, le lien avec nos étudiants. Mais la pandémie va durer longtemps ; si nous ne pensons pas à la façon de nous adapter à notre mission, qui le fera pour nous ?

Ce texte est destiné à la présidence, aux directions de composantes et aux syndicats. Nous leur rappelons la place qui est la nôtre, la première, dans la définition des priorités pédagogiques, que nous sommes forcés de repenser avec courage et imagination, surtout pas dans la précipitation.

Nous avons déjà atteint un de nos buts : nous avons pris de notre temps pour faire un pas de côté et commencer à réfléchir et travailler ensemble.

Fabrice Feinstein & Médéric Gasquet-Cyrus

La crise sanitaire que nous traversons appelle à des mesures fermes et claires : confinement maximal des personnes et, pour ce qui nous concerne, fermeture des sites universitaires et des laboratoires d'Aix-Marseille Université. C'était la chose à faire. Mais le président de l'Université, appuyé par une cellule de crise, dont on ignore la composition et les compétences, a distribué un « plan de continuité pédagogique », sans consulter ou ne serait-ce qu'informer ceux qui ont en charge la pédagogie, que ce soit pour le pilotage : CFVU, Conseils d'UFR, commissions pédagogiques, ou bien ceux qui le mettent en œuvre : collègues, responsables de mention, directions des études, départements, comités des études.

Ainsi, depuis le début de cette semaine du 16 mars, nous avons un « PLAN DE CONTINUITE PEDAGOGIQUE_AMU.pdf », notre vademecum, qui nous enjoint de remplir une mission... impossible ! Ce plan est un outil qui a pour objectif d'organiser une continuité pédagogique... qui n'est pas définie. Dans la meilleure langue de management, on nous demande et on nous propose plein de choses. De nombreux tableaux sont à remplir, des référents à identifier.

Tout cet effort alors que le corps enseignant français, du professeur des écoles à l'universitaire, s'inquiète des problèmes d'injustices liés à l'accès très inégal aux ressources numériques, s'interroge sur le sens et la possibilité d'enseigner « à distance » des notions nouvelles et d'évaluer les acquis avec justesse. Et quid des savoir-faire à transmettre, au moins aussi importants que les connaissances ?

La présidence et les directions d'UFR ont mis la charrue avant les bœufs : méthodes et outils sont suggérés avant de fixer un objectif pédagogique accessible. Cet objectif, nous devons le fixer ensemble, avec ceux qui côtoient leurs étudiants semaine après semaine.

Avant d'envoyer des « contenus », il est important de savoir si, en face, les étudiants ont l'équipement (ordinateurs, connexions...) adapté pour recevoir ces ressources et travailler correctement : plusieurs syndicats ont déjà pointé ces inégalités d'accès, criantes dans le primaire et le secondaire : c'est le même problème à l'université.

Comment assurer cette fameuse continuité dans l'équité ? Certains trouveront chez eux de l'aide, (par exemple ceux dont un parent, une sœur ou un frère est prof/chercheur), alors que d'autres sont des autodidactes. Mais ceux qui ont le plus besoin de nous seront seuls derrière leur connexion, s'ils en ont tous une. C'est pourtant la noblesse de notre métier d'emmener le plus loin possible chacun de nos étudiants.

Comme nous, nos étudiants sont confinés, stressés, dérangés, inquiets. Isolés de la communauté universitaire, certains sont privés de ressources... Ils sont rarement dans les bonnes conditions pour s'adapter sans transition au télé-enseignement. Nous attirons l'attention sur les risques de creusement des inégalités devant les études et les examens que ferait encourir un recours massif aux outils numériques.

L'utilisation raisonnée de ressources numériques est un atout. Mais comment accepter que notre métier, notre compétence pédagogique se réduisent à notre habileté à poster des cours et exercices sur une plateforme, éventuellement complétés par une interaction sporadique, souvent de mauvaise qualité, par téléconférence ? Seule une interaction directe avec un groupe nous permet de faire assimiler aux étudiants de nouveaux concepts et méthodes. La crise actuelle ne doit pas être une période d'essai pour un enseignement « à distance » où les moyens numériques compenseraient le déclin des postes fixes, au détriment de l'indispensable enseignement en face à face.

Le chemin qu'on veut nous faire prendre va nous faire manquer un rendez-vous historique. Certes, rien ne nous est « imposé », mais le « plan de continuité pédagogique », sans recul critique ni réflexion éthique, ne sera qu'une épuisante et stérile pantomime.

Nous, enseignants et enseignants-chercheurs, sommes chargés d'une mission de service public. C'est nous qui devons redéfinir notre objectif pédagogique. Et nous allons le faire. Après ce temps de réflexion et de recul, nous pourrions sereinement œuvrer collectivement à la définition et à l'application des modalités alternatives d'enseignement et d'évaluation que nous impose cette crise sans précédent.

Signataires

Chantal Aspe (Sociologie, Aix)
Susanne Böhmisch (Études germaniques, ECHANGES, Aix)
Sylvain Brocquet (Sciences de l'Antiquité, Centre Paul-Albert Février, Aix)
Mathieu Brunet (Lettres, CIELAM, Aix)
Julien Cros (CiPE, Marseille)
Bruno Dauvier (Psychologie, Psycole, Aix)
Patrick Di Mascio (Département d'Etudes du Monde anglophone, LERMA, Aix)
Vanessa di Paola (Économie et Gestion, Marseille)
Fabrice Feinstein (Polytech Ire année, Centre de Physique des Particules de Marseille (CPPM), Luminy)
Isabelle Fort (Psychologie, Psyclé, Aix)
Médéric Gasquet-Cyrus (Sciences du Langage, LPL, Aix)
Elise Geyer (Études germaniques, Aix)
Thomas Glesener (Histoire, TELEMME, Aix)
Jean-Marie Jacono (Musicologie, LESA, Aix)
Richard Jacquemond (Études Moyen-Orientales, IREMAM, Aix)
Yoan Labrousse (OSU Pytheas, LPED, Marseille)
Arnaud Maisetti (Théâtre, LESA, Aix)
Jeff Mauffrey (Ecologie, LPED, Marseille)
Isabelle Merle (Centre de recherche et de documentation sur l'Océanie, CREDO, Marseille Saint Charles)
Fabrice Métais (Arts plastiques, PRISM, Marseille)
Thierry Moutin (OSU Pytheas, Institut Méditerranéen d'Océanologie (MIO), Marseille)
Jean-Christophe Murat (Département d'Etudes du Monde Anglophone, LERMA, Aix)
Isabelle Pernin (Histoire, Centre Camille Jullian, Aix)
Anne Petrenko (OSU Pytheas, Institut Méditerranéen d'Océanologie (MIO), Marseille)
Crystel Pinçonat (Lettres, CIELAM, Aix)
Frédéric Pouillaude (Arts, LESA, Aix)
Bernard Quéguiner (Université Publique de France)
Mathilde Thorel (Lettres, LPL, Aix)
Bruo Truchet (Neurosciences Cognitives, Fédération 3C, Marseille)
Samuel Vernet (Sciences du Langage, LPL, Aix)
Philippe Vitale (Sociologie, LAMES, Aix)
Claudio Vitari (Economie et Gestion, Aix)
Alice Vittrant (Sciences du Langage, Aix)
Sylvie Wharton (Sciences du Langage, LPL Aix)